

[Text]

Next is trade fairs and missions. In the 1971-72 estimates we have 39 exhibitions and 18 missions and manufactured products will be displayed in 12 countries. You will remember that this morning we talked about regional offices. We have closed the office in St. John's, Newfoundland and opened a new one in Fredericton. But Newfoundlanders have direct access, at no cost at all, to the office in Halifax. This is working well.

This gives you an idea of the activities, and you may want now to take up a particular one. Mr. Howard has already reported to you on tourism and world fairs, and he is available if you want to go more deeply into that.

I should say a few words about the Standards Council of Canada, which is the third entity for which we are reporting at this time. You will recall that the Standards Council was approved last fall, and I have already indicated that I will be announcing the names of the members in a few days. The council will be made up of 57 members, including 6 members of the federal government departments and agencies, 10 members from the provinces, and 41 drawn from trade, industry, consumer, labour and professional organizations.

Mr. Jean-Claude Lessard was appointed the first President of the Council and he will be here next year to report on the activities of the council at that time.

The Chairman: Gentlemen, as you are aware, we have a policy in the Committee that on the second round we allow 15 minutes to each member.

Mr. Danforth: The basis of my question, Mr. Chairman, is the evidence that we had this morning and the answers to some of the Committee members' questions on the rationalization of industry, where there seems to be a definite program to endeavour, with departmental help, to put Canadian industry on a more efficient and competitive basis.

• 1615

Without dealing with the pros and cons of such a program, I would like to know by how much such a program is being curtailed or changed or, in fact, upset by government policy in other areas.

Let us take a hypothetical industry—industry Y—where it is found that apparently there is not enough sustained domestic market to promote a number of endeavours in this one particular manufactured product. With our policy devoted towards rationalization in order to increase efficiency, what we have actually found is another government policy, regional development, where substantial government funds are either loaned or granted for another establishment of this very industry. Under this department, in a program of rationalization we are actually encouraging the phasing-out of some of the various manufacturing establishments. Under the regional development program, we find that moneys are being granted to build an even more modern plant which in fact does jeopardize plants already established in this particular business.

[Interpretation]

inquiète et n'est répétée à différentes reprises ainsi qu'aux fonctionnaires du ministère qui n'aimeraient pas que le bon service de la division des délégués commerciaux soit minimisée et ne voudraient pas non plus que les rapports entre le service des délégués commerciaux et le ministère soient affaiblis de quelque façon que ce soit. Je vous promets d'y voir.

Nous passons maintenant aux foires et missions commerciales. 1971-1972, le budget des dépenses prévoit 39 expositions et 18 missions, et des produits manufacturés seront exposés dans 12 pays. Vous vous souviendrez que nous avons parlé ce matin des offices de bureaux régionaux. Nous avons fermé le bureau de St-John's à Terre-Neuve et nous en avons ouvert un autre à Frédéricton. Mais les Terre-Neuviens peuvent y accéder directement et il n'en coûte rien au bureau d'Halifax. Ça marche très bien.

Vous avez donc une idée des activités du ministère et vous voudrez peut-être parler d'une en particulier. Monsieur Howard vous a déjà fait son rapport sur le tourisme et les foires mondiales. Il est de nouveau disponible si vous voulez plus de détails.

Je dirai quelques mots du Conseil canadien des normes qui est le troisième secteur sur lequel nous faisons rapport. Vous vous souviendrez que le Conseil canadien des normes a été approuvé l'automne dernier, et j'ai déjà mentionné que j'annoncerai le nom des membres dans quelques jours. Le Conseil se composera de 57 membres, dont 6 membres venant du Gouvernement fédéral, des ministères et des organismes, 10 membres venant des provinces et 41 du commerce, de l'industrie, des consommateurs, de la main-d'œuvre et des organisations professionnelles.

Monsieur Jean-Claude Lessard est nommé président du Conseil et il viendra l'an prochain vous faire son rapport sur les activités du Conseil.

Le président: Messieurs, vous savez que la politique du Comité est de permettre 15 minutes à chaque membre à la seconde tournée des questions.

M. Danforth: Monsieur le président, l'adresse que nous avons entendue ce matin, concernant la rationalisation de l'industrie, il semble y avoir définitivement un programme ministériel pour que l'industrie canadienne devienne plus efficace et plus concurrentielle.

Sans vouloir parler des désavantages et avantages d'un tel programme, j'aimerais savoir de quelle façon ce pro-

gramme a été restreint ou changé ou, en fait, bouleversé par la politique gouvernementale dans certains secteurs.

Prenons un cas hypothétique, l'industrie Y, où on s'est rendu compte que le marché domestique n'était pas suffisant pour supporter un certain nombre d'entreprises fabriquant un produit manufacturé spécifique. Avec la politique de rationalisation pour augmenter l'efficacité, nous avons en fait rencontré une autre politique gouvernementale, celle du développement régional où des fonds importants gouvernementaux sont soit prêtés ou donnés sous forme de subventions pour la création d'une autre industrie du même genre. Dans ce ministère, et conformément au programme de rationalisation, nous étions en fait portés à encourager l'élimination graduelle de certains de ces établissements de fabrication. Conformément au programme de développement régional, nous voyons que les fonds sont accordés pour construire une usine encore plus moderne qui, en fait, compromet les usines déjà établies dans ce commerce spécifique.